



Les échos de la Busserine

Émission du 13 juin 2019, diffusée en différé le 27 juin 2019
à 13 :30 sur radio galère 88.4

Invités :

- Alain Fourest
- Zoubida Meguenni
- Marie Martin Raget



Politique de la Ville

- **Origines de la politique de la Politique de la Ville**
- **1^{er} dispositif de la Politique de la Ville**
- **Les acteurs de la Politique de la Ville**
- **Les grandes étapes de la Politique de la Ville**
- **Enjeux de la Politique de la Ville**

La politique de la ville a été créée avec les premiers programmes **Habitat et vie sociale en 1977**. Elle a consisté à concentrer des moyens de l'État spécifiques dans certains quartiers, aujourd'hui les quartiers prioritaires, pour réduire les inégalités sociales entre les territoires. Développement économique, éducation, emploi, rénovation urbaine, cadre de vie sont autant de domaines d'action engagés pour améliorer les conditions de vie de ces habitants.

Marie Martin Raget : Chef de projet en 1991 dans le cadre de la politique de la ville à 1998. Puis Direction la politique De la ville Marseille Provence Métropole, préparation du contrat de ville 200/2006 puis à la Communauté Urbaine Marseille chargée de Mission, Chef de Service et Directrice de l'habitat et de la politique de la Ville.

Alain Fourest : **l'un des co-fondateurs de la Politique de la Ville**. Sous Gaston Defferre 1979, Il a été désigné par le Maire pour comprendre ce qui se passait dans ce quartier avant la politique de la ville (en 1980/1981) il intervient déjà sur le Territoire de Frais Vallon en 1973. Il devient avant l'heure le Premier chef de projet puis avec Bertrand Schwartz il écrit un document sur Développement Social des Quartiers (D.S.Q).

Zoubida Meguenni : militante du quartier, première animatrice CLSH, participe à la Marche de l'Egalité 1983. Elle fait partie de l'association ASSUR

La politique de la ville

1977 – 2017 : la politique de la ville a 40 ans

- Qu'est-ce que la politique de la Ville ?

Définition de la politique de la ville selon A.F.

« Monsieur et Mme Ega représente selon moi comme d'autres tout ce qui représente la politique de la ville, c'est à dire la capacité des hommes et des femmes de se prendre en main et faire en sorte de ne pas baisser les bras

devant les difficultés de la vie quotidienne, de négocier et améliorer la vie de son de quartier. »

Origine et contexte de la politique de la ville ?

C'est l'époque des Émeutes des banlieues aux Minguettes et ailleurs la Commission Robert Dubedou (Maire de Grenoble) tente de trouver des solutions à ces c'est là qu'est né les premiers effets de la politique de la Ville urbaine, puis viendra la Commission Bonne Maison

Marrie M.R.

Premier dispositif de la P. de la Ville 1^{er} contrat de Ville signé entre la Ville de Marseille et l'État, ce dispositif laissé une grande liberté avec des financements si la Busserine s'impose comme un territoire incontournable, d'autres quartiers bénéficient également de ce dispositif dans les années 90 aussi.

A cette époque le chef de projet avait l'autonomie de bâtir à partir des souhaits des habitants et non pas de thématiques institutionnelles.

- A quoi sert la politique de la Ville ?

- Apporter des remèdes à un profond malaise socio-économique
- Un complément aux autres modes d'intervention
- Un élément de réforme des politiques publiques

- Les grandes étapes de la Politique de la Ville

1981-1983 : invention de la procédure du « développement social des quartiers » (DSQ)

Un rapport : « Ensemble, refaire la ville » d'Hubert Dubedout (1981)

- Une nouvelle procédure, le DSQ, pour faire échec à la dégradation physique, économique et sociale des quartiers.
 - Placée sous l'autorité du Maire
 - Décloisonnement des interventions sectorielles
 - Une perspective correctrice
- D'autres initiatives, d'autres rapports...
- Les missions Locales pour l'emploi des jeunes / Rapport Bertrand Schwartz - 1981
 - Les Zones d'Éducation Prioritaires (ZEP) - 1981
 - Les Conseils Communaux et départementaux de Prévention de la Délinquance (CCPD) - 1983

Zoubida Meguenni

« En 1981 élection de François Mitterrand : La liberté d'expression est mise en avant avec les radios libres qui prennent la parole. Gazelle, Galère. Création des associations ASSUR, puis en 1984 Body and soul et Schbeb

Création de la guinguette, du cinéma en plein air, animations cantine, Colo de quartier... nous les jeunes animateurs nous étions acteurs de ce quartier et la presse locale et Nationale s'intéressait à la vie de ce quartier Busserine et à toutes ses initiatives. Bourses vacances autonomes avec commissions de loisirs vacances autonomes jusqu'en 1985.



À cette époque souligne **Marie M.R.** nous étions *Co-mandatés*. Les signataires du contrat de (ville, État puis plus tard la Région) avaient le même interlocuteur le même maître d'œuvre c'était le chef de projet. Ce « co-mandatement » offrait une autonomie qui s'est progressivement perdue jusqu'à aujourd'hui et donnait une autonomie et liberté de parole au Chef de projet. Le C.P. était à la fois porte-parole des habitants et Mandataire des collectivités territoriales (État ville et ensuite Région) et institution (**fond' d'action sociale**) Cette autonomie c'est perdue avec la municipalisation des C.P.

Alain Fourest. Était directement mandaté par Gaston Defferre et son secrétaire général.

Obtenant parfois pour Marseille des financements nationaux. Privilégiant sur Marseille c'est la question relative aux Expressions Culturelles que ce soit avec la chorale de Marie Jeanne de La Rosière qu'au niveau du dessin, du théâtre des Flamants avec Moussa Maskri avec Mohamed Elghetta ou de livre, et de la musique. C'est cela qu'il reste aujourd'hui la capacité qu'on a donné à ces hommes et femmes de se donner les moyens d'exprimer à travers la culture.



1984 -1987 : la consolidation de la politique contractuelle

Le contrat devient un des instruments fondamentaux de la politique de la ville :

- Le souci du partenariat
- Un temps déterminé : convention sur 5 ans, État - Villes – Régions
- La possibilité d'une évaluation
 - Des instances transversales mises en place en 1984
- Le Comité interministériel des Villes (CIV) : pour remédier à la Segmentation administrative traditionnelle.
- Un Fonds social urbain (FSU) : pour financer des projets de développement social urbain donnant lieu à un engagement de l'État.

Marie M.R. entre 1980 et 2000 coupures entre l'associatif et le social.

1988 -1993 : l'institutionnalisation et le développement d'une politique publique

Une période marquée par le retour de l'État

- Un Conseil National des Villes
 - Un Comité Interministériel des Villes et du Développement Social Urbain
 - Une délégation Interministérielle à la Ville et au DSU
 - La notion de DSU
 - D'une logique de quartier (DSQ) à une logique d'agglomération (DSU)
 - La nouvelle génération des conventions DSQ : plusieurs priorités :
 - Participation de la population
 - Relations quartiers et ville
 - Emploi insertion des bénéficiaires du RMI
 - Qualité des réhabilitations
- 1992 : les Grands Projets Urbains (GPU)

1998 - 2000 : l'avènement de l'agglomération 1998 :

- Rapport Sueur « Demain la Ville » : développer l'intercommunalité
- Loi d'orientation relative à la lutte contre les exclusions : droit au logement

1999 :

- Loi Chevènement : la Politique de la Ville devient une compétence obligatoire pour les Communautés d'Agglomération
- Loi Voynet : création des Contrats d'agglomération
- Les Grands Projets de Ville relaient les Grands Projets Urbains
- Nouvelle carte des ZEP qui deviendront des Réseaux d'Éducation Prioritaires (REP)

2000 :

- Loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain (SRU)
Exigence de solidarité / développement durable / débat public

Le bilan de la 1ère génération des Contrats de Ville est mitigé

Zoubida : « 1998 : entre dans la politique de la ville afin d'apporter son expertise et expérience de terrain. Elle a un grand intérêt pour le forum des habitants qui participait au bilan en collaboration avec le chef de projet les associations des habitants.

2003 : il y avait des réunions de micro-cités le soir de 19 heures à 23 heures avec le délégué du préfet, des bénévoles de la politique de la ville. C'est devenu progressivement à chacun de nœuds.

Les associations n'avaient pas fini de mettre en œuvre un dispositif, que l'on rajouter d'autres nouveaux dispositifs. C'est comme cela que beaucoup d'associations se sont trouvées en difficulté et certaines par la suite ont fermées (Vêt- servie puis Body and Soul entre 2006 et 2009)

Jusqu'en 2006/2008 il y avait encore un contre-pouvoir. La politique de la ville c'est un appel d'air, avec parfois des dérives. Quand cela s'est politisé il n'y avait plus de cohérence. Le triangle (technicien, élu, habitant) n'a plus été efficient quand la politique est entrée dans le dispositif il y a eu des dérapages.

Les contrats aidés permettent de soutenir les habitants en difficulté et les quartiers en ont bénéficiés. Parfois les politiques ont fait du clientélisme et soutenaient les associations qui allaient dans leur sens. Cela a été dommageable pour tout le travail de développement social urbain. Auparavant le D.S.U. correspondait d'avantage aux attentes de la population et aux problématiques des quartiers.

La politique de la ville a été progressivement instrumentalisée :

- Que ce soit Le Chef de projet et son équipe
- Ou que ce soit au niveau des habitants et ruptures associatives »

2001 - 2005 : de la réhabilitation à la rénovation

2002 Rapport critique de la Cour des comptes sur la Politique de la Ville 2003 Loi Borloo : loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

- Création de l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine)

↳ L'investissement du cadre bâti est repris en main par l'État : opérations de démolition-reconstruction

Nouvelle génération des Contrats de Ville : plusieurs nouveautés

- La durée du contrat / Différentes échelles de traitement Un partenariat élargi
- L'intercommunalité privilégiée / Des priorités sociales définies

Marie Martin Raget :

« De 2000 à 2017 :

- **Il y a une nette coupure entre l'associatif le social et la rénovation urbaine.**
- **Mise en 2003 avec l'agence nationale de rénovation urbaine :**

D'un côté il y a la rénovation, la restructuration des espaces public et la création d'équipements.

De l'autre côté le contrat urbain de politique sociale, qui morcelle le sens de la politique de la ville. C'était très regrettable, cela a été une coupure franche.

Cela a eu le mérite de faire signer l'État, la ville, la région, et même le département. Tout le monde travaillait ensemble, c'était donc une chance pour Marseille cela a apporté de la cohésion dans l'appréhension tu suis associatif. Cela a permis de régler les problèmes et de repartir du bon pied.

Les grandes étapes de la politique de la Ville

De 2006 à aujourd'hui : une période d'incertitude...

2006 Le CUCS (Contrat Urbain de Cohésion Sociale) remplace le Contrat de Ville

- Signé pour 3 ans renouvelables une fois après évaluation
- Convention entre État et communes + départements et régions
- Définit le projet urbain et social

2007 L'Acsé (Agence nationale de cohésion sociale et l'Egalité des chances) le volet social de la politique de la ville

2008 Le Plan Espoir Banlieue agir sur quelques secteurs clefs

- Lutte contre l'échec scolaire
- Renforcement de la sécurité

Les acteurs de la politique de la Ville

Le Préfet : un rôle prépondérant

programmation financière / animation et mise en cohérence / évaluation

Au niveau local

- Les collectivités locales très impliquées
- Les chefs de projets Politique de la Ville rôle d'interface
- Les acteurs locaux habitants, associations, enseignements, bailleurs...
- Les adultes-relais rôle de médiation sociale et culturelle
- Le Comité de pilotage du CUCS composé d'élus, sous-préfet et préfet délégué Egalité des chances...

Alain Fourest : « La Politique de la Ville est morte depuis quelques années.

C.U.C.S (contrat urbain de cohésion sociale), D.S.U. (développement social urbain), toutes ces appellations sont une manière de noyer le poisson d'introduire une zone de flou, en donnant l'illusion de changement, d'un renouveau.

La politique de la ville en tant qu'outil de développement social de quartier a quasiment disparue depuis un certain nombre d'années, (au moins à Marseille).

Il y a encore le discours mais du point de vue politique, les choses ont très mal tournées. La technocratie et là-dessus.

Marseille est un peu une exception nationale dans le pire des solutions : c'est une conjonction entre la national de Bernard Tapie à Simone Veil en passant par Borloo, toute une succession de ministre et à partir de ce moment-là on a plus parlé de politique de la ville on a trouvé d'autres mots, d'autres formulations.

On disait qu'on dépensait beaucoup trop d'argent. **C'est une erreur absolue** il n'y a jamais eu de sommes importante soi-disant inscrites au budget, dans les quartiers urbains. Là il y a eu une erreur fondamentale et à Marseille c'est encore pire qu'ailleurs. Car déjà le processus avait été engagé de façon modeste pour le maire de Marseille Gaston Defferre et ses successeurs notamment Robert Vigouroux, qui s'en désintéressé complètement. Monsieur Gaudin Jean-Claude n'a fait qu'en rajouter. On a fait semblant on a créé des chefs de projet.

Ma seule satisfaction c'est d'avoir été à l'origine de la création de certain nombre d'emplois de chef de projet un peu partout en France, hélas c'est peu gratifiant si c'est pour faire ce qui se fait partout en France aujourd'hui. Tout ce bilan n'est pas très satisfaisant et c'est un peu dommage.

Il y a eu en plus des problèmes de périmètre : quand on est passé de 18 quartiers en 1981 82 puis à 50, puis 200 et plus en Zone D.S.U. Comment peut-on faire avec cela une politique ciblée avec de réelles moyens dans les territoires les plus en difficulté.

C'est complètement absurde le dessus on présentera aujourd'hui un tiers du territoire de la ville de Marseille.

Au niveau national il y a encore quelques villes, qui ont appris ce qu'était la politique de la ville et qui continue tout doucement à faire des choses (Vaulx-en-Velin, Nancy, Strasbourg, les Minguettes).

Jean Pierre Ega : « La politique de la ville a-t-elle un moment Donner pénaliser la vie associative ?

N'y a-t-il pas eu une distribution incohérente qui pénalisée les uns et avantagée les autres. Certaines institutions pouvaient bénéficier de tous les financements du droit commun et du D.S.U. »



Marie Martin Raget : « je ne partage pas cette analyse la politique de la ville à travers le F.A.S. (Fond d'action social) notamment a été un ascenseur social pour une génération de salariés issus de l'immigration, et ça aussi a été un peu une dérive »

Jean Pierre Ega : « à l'inverse je pense que bon nombre de diplômés issus des quartiers, bénéficiaire de licence maîtrise de D.E.S.S. ou D.E.A. se sont engagés dans le secteur associatif par choix et souvent ces militants était confronté à des incompétences de la part de techniciens ou technocrates du secteur institutionnel. »

Zoubida : il avait une jeunesse importante de la seconde génération issue de l'immigration qu'il face aux problèmes d'emploi en 1994 : vague de licenciements, difficulté au port autonome de Marseille. À ce moment-là beaucoup de ces jeunes animateurs diplômés ce soir engagé dans le secteur associatif. Il ne faut pas oublier que c'est que cette époque-là t'as été proposé la **Création des animations cantine** (par l'A.S.S.U.R. puis Schebba) et **l'aménagement du temps de l'enfant** durant le temps scolaire (l'association body and soul à inventer le concept en 1990 à l'école primaire de Fond vert, pour les enfants en difficulté) qui sera repris à son compte par la ville de Marseille bien des années plus tard une à deux décennies après. C'est bien que cette jeunesse fût expérimentée et militante et elle s'est rendue compte que la ville de Marseille ne les voulait pas. Malgré les promesses de postes importants, au vu de leur engagement et savoir-faire, la Ville de Marseille ne voulait pas d'eux. Car ils renvoyaient une l'image de militants de gauche. Nous n'étions confrontés déjà au problème avec des parents assignés à résidence. Il y avait des techniciens qui nous barraient la route. Nous renvoyons l'image des pauvres issus des quartiers défavorisés, alors fort de ce constat on s'est engagé dans cet espace de possible le réseau associatif, avec nos compétences le diplôme, et notre expérience dans la vie des quartiers. Même avec les diplômés il y avait un racisme, une discrimination de la part des institutions.

Nous avons des alliés comment Alain Fourest Marie Martin Raget et d'autres nous aussi beaucoup de barrières institutionnelles. Les institutions étaient peu respectueuses de nos profiles, diplômes, et compétences. »

Alain Fourest :

« Alain se souvient d'interventions vigoureuses et musclées qu'il a dû mener, même s'il y avait un accord favorable du sous-préfet, mais aussi une forte opposition de la mairie de Marseille. Il a dénoncé cette manière discriminatoire dont la mairie de Marseille se comportait. Et cela a marché même si on s'en souvient très peu aujourd'hui.

Je souhaite revenir sur les rôles des as des associations. Monsieur Godin affirme que tout va bien dans les quartiers, car il y a des associations. C'est une manière scandaleuse de montrer que soi-disant les associations sont nécessaires et remplacent la politique urbaine. C'est absurde, il y avait beaucoup d'initiatives et des dossiers très lourds à mettre en œuvre, c'était très bien. Mais c'était très difficile de créer une association et les financements n'étaient jamais là on voulait les avoir. Paradoxalement c'est parce que c'était difficile que pour ces habitants là il y avait une réelle volonté de se battre. Malgré tout cela ils ont continué avec une dynamique locale, sans commune mesure avec ce qui se passe dans n'importe quel autre quartier de Marseille, que ce soit dans les quartiers sud ou au centre-ville où on abandonne plus facilement ou alors on s'inscrit dans un système clientéliste. Les habitants de ces quartiers-là, ont réussi à sortir de ce système de dépendance à la fois financière et clientéliste pour dire : nous avons besoin de cela et nous l'obtiendront. Même si c'était difficile mais aussi à cause de cela.

C'est cela qui constitue la ressource essentielle de ce quartier la capacité dynamique au-delà des divergences. »

Jean Pierre Ega : « les financements de la politique de la ville ne traduisent-ils pas un réel manque de volonté politique. **La ventilation des financements et les attributions hasardeuses traduisent peut-être le manque de considération de la part du politique.**

Marie Martin Raget : « Le leurre s'est de croire que les associations sont un remède à tout. Les associations font ce qu'elles peuvent et sont indispensables mais si les politiques ne soutiennent pas cela devient caduque.... Si les politiques publiques ne sont pas organisées pour lutter contre l'exclusion sociale, les inégalités se poursuivent et les difficultés persistent...Oui cela traduit un manque de volonté politique. Si on était plus énergique pour mettre l'argent dans des politiques publiques de restructuration de ces quartiers avec l'aide des associations, bien sûr on s'en sortirait mieux.

Jean Pierre Ega : N'est-ce pas ghettoïser le secteur associatif à travers des financements de seconde zone (politique de la ville) et non pas du droit commun nationaux.

Alain Fourest : Les dérives des financements de la politique de la ville à Marseille encore d'avantage.

Depuis le Ministre Borloo on a mis en place l'ANRU (Agence nationale de rénovation urbaine). Là on a complètement dévoyés les objectifs de la politique de la ville en m'étant l'essentiel des priorités sur le bâti. On a dissocié les financements lourds destinés aux bâtiments des travaux publics pour faire des travaux parfois inutiles... Je constate depuis que je viens ici, cela fait quarante ans qu'il y a encore des travaux qui ne sont pas encore terminés alors qu'on devait en faire un jardin public. Il paraît que 40 ans après cela va peut-être se faire. On a pris un retard, tout ça pour dire que l'orientation de cette politique de la ville a totalement été détournée de son origine. Moi je suis de ceux qui ont toujours plaidé contre toute forme de démolition : démolir des HLM aujourd'hui c'est parfaitement scandaleux, car beaucoup sont en bien meilleurs états qu'une partie des immeubles qui sont en train de s'effondrer dans le centre-ville (à condition d'investir dans les travaux intérieurs). L'ANRU est une vaste tromperie. Globalement l'idée de dire on va démolir pour reconstruire est forcément bien plus chère, même si parfois évidemment c'est nécessaire, pour reconstruire pour faire venir des gens qui ne sont pas là, c'est une idée que je combats depuis des années. Marseille s'enorgueillit depuis des années d'avoir beaucoup d'argent au titre de l'ANRU alors que les documents existent depuis des années, c'est les mêmes. Même si de temps en temps on modifie, ou on améliore, on fait la L2 on transforme. On a mis des milliards dans ces travaux alors que si le 10^{ème} de cet argent avait servi pour faire un vrai travail de politique de la ville on n'en serait pas là aujourd'hui.

ooo

La L2 projet de 1932, tout pour la voiture et rien pour la façon dont les habitants peuvent se déplacer pour aller travailler à Vitrolles à Marignane ou ailleurs et en centre-ville. On a une impasse radicale sur le problème des rôles des transports publics. La pire des transformations de ce quartier c'est à cause du financement de la voiture privée c'est à dire de la Rocade L2 pour que les gens se déplacent plus vite alors qu'il y a des embouteillages toujours.